

# L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

## Le matin, afin de présenter les premières mesures pour relancer l'investissement dans les réseaux d'eau Tout sur l'eau, rien sur Hulot

Sur le chemin des tractopelles, il n'y avait que de l'eau, rien que de l'eau



Élus locaux et journalistes ont fait le déplacement jusqu'à Saint-Michel-de-Chaillol, hier, pour suivre la visite ministérielle. Une visite dédiée aux Assises de l'eau dont le premier volet a été présenté. Photo Le DU/Fabrice ANTERION

La dernière trace d'un Premier ministre dans les Hautes-Alpes remonte à juillet 2015. Manuel Valls venait panser les plaies des sinistrés du tunnel de Chambon. Trois ans après, Édouard Philippe se pose sur l'aérodrome de Tallard en pleine turbulence ministérielle. Malgré l'annonce fracassante de son ministre de la Transition écologique et solidaire la veille, le chef du gouvernement a tenu à honorer son rendez-vous pris avec le département. Les élus haut-alpins n'en demandaient pas tant. Tous ont fait hier le déplacement en préfecture pour une première réunion matinale, sans la presse. Les caméras et les ap-

pareils photos crépitants attendaient déjà à Saint-Michel-de-Chaillol, avec probablement des questions en suspens. Exit les journalistes parisiens, retardés dans la capitale par un problème technique de leur avion.

### « Pas de micro tendu s'il vous plaît pour l'instant »

Là-haut, dans la station, était programmée une visite des travaux concernant les réseaux vieillissants d'une petite commune de 340 habitants, engagés grâce aux aides de l'Agence de l'eau et du conseil départemental. Un exemple tout trouvé pour illustrer les Assises de l'eau dont la première séquence devait être présentée un peu

plus tard dans la matinée. La visite a finalement été écourtée en raison du retard pris à Gap où il a été notamment question du loup, autre dossier brûlant [lire ci-dessous].

Les voitures officielles sont arrivées sur le parking principal. « Pas de micro tendu s'il vous plaît pour l'instant. » L'heure était aux accolades.

### « Qui pour remplacer Nicolas Hulot ? »

Le Premier ministre était suivi de Sébastien Lecornu, le secrétaire d'État de Nicolas Hulot. Entourés d'une armée d'élus locaux, ils ont écouté le maire Gérard Blanchard décrire sa station et ses chantiers.

Sur le chemin des tractopel-

les, le Premier ministre n'a pas manqué de s'arrêter pour répondre aux « bienvenues dans les Hautes-Alpes », lancés par quelques résidents et les derniers vacanciers. Deux ou trois mots échangés, un selfie. Lui dont la belle-famille est originaire de Poligny, vient « en voisin ». Il était en vacances dans le Champsaur, début août. « J'aime venir ici, l'été ».

Il a fallu attendre la sortie de la table-ronde sur l'eau, menée à l'abri des micros indiscrets, pour avoir un premier et unique soubresaut. Une consœur s'est décidée à lancer la question qui brûlait tant les lèvres : « Qui pour remplacer Nicolas Hulot ? ». Le Premier ministre a éludé

par un lapidaire « vous verrez bien », avant de se tourner vers une enfilade de mains tendues.

Il n'avait que pour seule ligne de mire, son discours sur la conclusion de la première partie des Assises de l'eau. Vingt minutes d'allocation dont une dernière partie dédiée aux efforts pris en matière d'écologie par le gouvernement. Sans le principal intéressé, lequel a démissionné. Pas un mot à son encontre. Pas une fois son nom a été mentionné. Tout le monde l'aura bien compris. Il était question d'eau. Et uniquement d'eau à Saint-Michel-de-Chaillol, hier. Les médias nationaux, venus de Paris, devront s'en contenter.

## Une dizaine de minutes pour parler du loup

En visite ce mardi dans les Alpes-de-Haute-Provence, la présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) Christiane Lambert avait prévenu : « Le loup a pris ses aises un peu partout, il faut penser une autre régulation. Il faut que les choses changent, que la parole porte et nous allons la porter jusqu'au Président de la République et au Premier ministre ». Un vœu déjà exaucé, au moins à moitié. Hier, en effet, les représentants des agriculteurs haut-alpins, hors caméras et micros, ont pu « parler du loup » avec Édouard Philippe, au tout début de sa matinée de visite dans le département.



Édouard Philippe a évoqué la question du loup et de la prédation avec les représentants des agriculteurs. Photo DR

### « Le Premier ministre a été très réceptif »

Recus à la préfecture, à Gap, les représentants de la FDSEA 05 et des Jeunes agriculteurs ont fait le tour des dossiers locaux, pendant plus d'une heure, avec Julien Turenne, conseiller technique agriculture au cabinet du Premier ministre : « On a évoqué la fièvre charbonneuse, le feu bactérien, les problématiques de financements et de la main-d'œuvre, liste Alexandre Lagier, l'un des responsables des Jeunes agriculteurs haut-alpins. On a également débattu de la problématique de l'eau-ici, nous avons beaucoup d'eau en hiver et au printemps avant d'en manquer l'été-et d'une solution, qui serait le développement des réserves collinaires. »

En plus de cette longue entrevue, les représentants des agriculteurs en ont eu une, beaucoup plus rapide, avec Édouard Philippe lui-même. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, était présent. « Pendant une dizaine de minutes, nous avons parlé du loup. Le Premier ministre a été très réceptif à cette problématique, poursuit Alexandre Lagier. Ensuite, nous avons pu détailler différents points avec son cabinet, notamment en ce qui concerne le matériel pour les lieutenants de loup, qu'on voudrait plus performant ou les tirs de défense. »

René Laurens, président de la

FDSEA 05, a trouvé Édouard Philippe très accessible. « Il nous a dit bien connaître le sujet du loup et avoir déjà entendu notre discours de la part d'autres agriculteurs, raconte-t-il. Leur objectif, c'est d'attendre un quota suffisant avant de réguler. À ce moment-là, ils devraient prendre un peu plus de mesures. Selon nous, les quotas sont atteints depuis longtemps. »

Après la discussion, les agriculteurs haut-alpins attendent désormais des résultats concrets et d'importantes réunions à venir, en septembre, sur le sujet de la prédation. « Est-ce que le Premier ministre va faire avancer la machine ? On verra bien », conclut René Laurens.

## La SAPN reçue finalement par un conseiller

Mécontente de ne pas avoir été invitée à participer à cette visite officielle, la Société alpine de protection de la nature (SAPN) a sollicité, lundi, un rendez-vous avec Édouard Philippe en préfecture.

Hier, son vœu a été en partie exaucé via l'organisation d'une entrevue avec Julien Turenne, conseiller technique agriculture auprès du Premier ministre.

« Nous sommes passés juste après les représentants de la FDSEA, les sièges étaient encore chauds », sourit Hervé Gasdon, le président de la SAPN, qui était accompagné de Bernard Patin et Maryse Le Crom, « et avons pu aborder avec lui les trois sujets qui nous tenaient à cœur, à savoir la politique de l'eau et la situation en Champsaur, le loup et les lignes THT en aérien dans la Haute-Durance. »

La délégation a ainsi pu faire état du désordre politique actuel au niveau du bassin du Drac, de l'approvisionnement en eau de la ville de Gap et des limites du tout-enneigement artificiel dans les stations. « Puis nous lui avons remis le film "Une branche en travers du chemin" qui, au travers de témoignages d'éleveurs, de bergers et d'éleveurs de patous, montre des exemples concrets de cohabitation entre le pastoralisme et les prédateurs. »

### Le chantier de la ligne THT pointée du doigt

Enfin, la SAPN a également pu faire état « de l'anachronisme du projet en cours de réalisation de RTE/EDF » contraire à toutes les tendances actuelles, en matière énergétique, de biodiversité, de paysager et d'économie.

« Ce type de contradiction est à l'origine du départ de Nicolas Hulot, que nous aurions aimé rencontré », conclut le défenseur de la nature avant d'indiquer que la SAPN a profité de l'occasion pour « renouveler la demande d'arrêt définitif des travaux et la réalisation d'un projet compatible avec la transition écologique ».

Le seul sujet que Julien Turenne n'a pas voulu commenter.

## Visite, table ronde et selfies



Gérard Blanchard, affublé de sa ceinture républicaine de maire de Saint-Michel-de-Chaillol, a mené la visite du chantier de résorption de fuites d'eau potable qu'il mène sur sa commune, avec l'aide du Département et de l'Agence de l'eau. Photo Le DU/Fabrice ANTERION



À l'issue de la visite de chantier, une table ronde était organisée sans la presse, mais avec les acteurs nationaux et locaux de l'eau. Parmi eux, Jean Launay, le coordinateur général des Assises de l'eau, Martial Saddier, le président du comité de bassin Rhône-Méditerranée et Philippe Vitel, vice-président de la Région Sud Paca et président du Canal de Provence. Photo Le DU/Fabrice ANTERION



Lors de la visite, le Premier ministre a répondu aux sollicitations des riverains et vacanciers présents. Et les selfies ont fusé. Photo Le DU/E.C.

## RÉACTIONS

### GÉRARD BLANCHARD, Maire de Saint-Michel-de-Chaillol

« Nous avons été étonnés qu'il [Édouard Philippe] vienne chez nous. Nous sommes une petite commune pas toujours mise en lumière. Il y a aujourd'hui beaucoup de médias, beaucoup de personnalités. Ces gros travaux de réseaux d'eau (la protection de captage, le traitement de l'eau et la recherche des fuites) étaient le bon prétexte. Un programme financé par l'Agence de l'eau et le Département. C'est bien, le Premier ministre va dans le sens de l'écologie. Et il fait ce qu'il faut pour gérer l'eau. »

### JEAN-MARIE BERNARD, Président du conseil départemental des Hautes-Alpes

« L'intérêt d'accueillir est d'avoir un peu plus de notoriété dans le département. Cette visite permet de faire toucher du doigt au gouvernement les particularités des zones rurales. »

### GÉRARD FROMM, Maire de Briançon

« Il y a de bonnes choses à retenir des annonces faites par le Premier ministre. Notamment, lorsque celui-ci a évoqué l'aide au diagnostic des réseaux d'eau. Avec la communauté de communes du Briançonnais, nous avons lancé une étude il y a quelques mois de nos réseaux : cela représente quelques dizaines de milliers d'euros. Apprendre aujourd'hui que l'on va pouvoir bénéficier d'aides, ce n'est pas négligeable. Cependant, il y a une chose que je regrette, qui n'a pas été dite : l'eau paie l'eau. Actuellement, certaines petites collectivités se servent de leur budget de l'eau pour gonfler leur budget principal et investir ailleurs que dans le renouvellement et l'entretien de leurs réseaux. Or, lorsque la gestion de la compétence eau et assainissement reviendra aux intercommunalités, ce sera à elles de payer les pots cassés ! »